



3 Courrier

4 International :  
Ridef 98 au Japon  
par C. Lego

## DOSSIER

6 Pédagogie Freinet et  
enseignement de la géographie

dossier coordonné par J.-R. Ghier et  
P. Pierron

## DOCUMENTS DE CLASSES

14 A Leffrinckoucke, le paysage vit,  
se construit, évolue

reportage de J.-R. Ghier et P. Pierron  
chez E. Seys

I à VIII Encart central

## PRATIQUES DE CLASSE

16 La mini-foire

par C. Borrás

17 Repères :

Au premier plan, l'étude du milieu local  
montage de J. et E. Lèmery

18 Brèves de classes

20 Recherches-Ouverture :  
Modèles, exemples, repères

par M. Barré

22 La parole à... :

Le chantier J Magazine

24 Champ social :

Une charte pour bâtir une école libérale

par J.-M. Fouquer

25 Nouveautés PEMF

26 Actualité Éducation

# Éditorial

## Précarité et pauvreté : des milliers d'enfants en danger

Décembre.

Huitres et champagne, dinde et foie gras. Menus de fêtes, réveillons gourmands.

Mais pour qui ?

Car, qui peut actuellement vivre avec environ 3 500 F par mois ?

Cette somme correspond pourtant à ce que l'on appelle délicatement « minima sociaux ». Et aujourd'hui ce sont environ 6 millions de personnes qui en « bénéficient » ! 10 % des plus pauvres se partagent ainsi 2,3 % des revenus distribués alors que 10 % des plus riches se partagent 27 % des revenus distribués.

« Le moral des Français est au beau fixe », « la consommation repart », « la croissance reprend » répètent les médias qui en font leurs gros titres.

Comment ne pas être révoltés par ces discours lénifiants lorsqu'on sait que, dans notre pays, l'écart entre les minima sociaux et le revenu moyen des Français ne cesse de s'accroître !

Chômage de masse et sous-emploi, développement des salaires au SMIC et des bas salaires, accroissement considérable du nombre de bénéficiaires des minima sociaux, surendettement et difficultés d'accès au logement et au système de soins. Voilà la réalité sociale française décrite dans le dernier rapport du Conseil économique et social. Des titres certainement moins vendeurs pour les journaux !

Ni la croissance, paraît-il revenue, ni l'adoption d'une loi contre l'exclusion n'ont fait reculer la misère en France. Au contraire, les services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et la Direction de l'action sociale confirment et soulignent « une chronicisation inquiétante et massive de la pauvreté dans notre pays ».

Ce que nous montrent ces études est clair : les nouvelles tendances de l'emploi comme l'intérim, les contrats à durée déterminée, le temps partiel et les bas salaires placent de nombreux salariés précaires dans des situations proches de la misère.

Si la glorification du libéralisme est un discours un peu moins dominant, il n'en reste pas moins qu'on nous présente trop souvent ces situations comme inéluctables. La mondialisation ou la dictature des marchés expliquent et justifient toutes les inégalités. On se retourne alors vers le caritatif ou l'humanitaire pour soulager les situations trop criantes.

Eh bien non ! Une société dans laquelle, à l'approche de l'an 2000, plus de 10% des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté n'est pas acceptable !

Inutile ensuite de s'étonner si, parallèlement, le nombre d'enfants en danger a augmenté lui aussi de 10% en 1997. Et le nombre de signalements a de quoi heurter notre bonne conscience, puisqu'en 1997, 82 000 enfants ont ainsi été recensés par les services de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée. Pour le secrétaire général de cet organisme, les causes sont claires : c'est la situation toujours plus précaire des familles qui est directement en cause.

Et nous, en tant qu'éducateurs, pouvons-nous rester sans réagir ?

Lutter, comme nous nous y sommes engagés dans nos orientations, partout où nous le pouvons, contre le libéralisme, qu'il soit triomphant ou rampant, est une nécessité. Dénoncer la précarité, partout où on tente de l'installer, est un minimum. Œuvrer, partout où nous nous trouvons, pour permettre aux enfants et aux jeunes de vivre dans des conditions où ni leur santé ni leur sécurité ne seront plus en danger, est une exigence morale et une urgence.

Il n'est que temps de relancer un « Front de l'enfance » !

Jean-Marie Fouquer